

Profil type retenu :

- Salarié
- 36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
- Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois: 24 000 € soit 2 000 € / mois
- Salaire journalier de référence : 65,75 € (2 000 * 3 / 91,25)
- Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000€
- Accord de prévoyance conclu par la branche professionnelle

Régime obligatoire Sécurité Sociale ¹		Régime de prévoyance complémentaire		Total
Capital décès Sécurité Sociale ²		Décès		
Sécurité Sociale		Rente éducation		Rente éducation organisme assureur
Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année	La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière de décès Exemple de convention collective avec socle minimal de garanties : • Capital décès égal à 150 % du salaire de référence • Majoré de 30% par enfant à charge	• Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur • Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause Montant du capital décès : 50 000€		
3 977 €	Capital décès minimal : → 150% * 24 000 € = 36 000 € → 30% * 24 000 € = 7 200€ (majoration pour un enfant)	50 000 €		53 977 €
Invalidité permanente		Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée ⁴ Avec indemnisation sans reprise d'activité		
Pension invalidité Sécurité Sociale	Obligations Convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³	Pension invalidité Sécurité Sociale + Rente invalidité organisme assureur	
• Calcul de la pension Sécurité Sociale en % sur la base du revenu annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la limite du PASS ⁵ • % du revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité déterminée par le médecin conseil de la Sécurité Sociale après examen de l'assuré ⁶	La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité Exemple convention collective : socle minimal de garanties Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée: • Invalidité 1ère catégorie : 40% du salaire de référence • Invalidité 2ème catégorie: 75% du salaire de référence • Invalidité 3ème catégorie: 75% du salaire de référence + majoration pour tierce personne Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité	• Montant de la rente invalidité ⁷ déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert ⁸ et du choix de l'employeur • Garantie en complément de la Sécurité Sociale Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 % Montant de la rente : 3 000€ par an Invalidité permanente totale par mois Invalidité permanente partielle par mois	Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail Total par mois (hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000€)	
En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité Sociale: 50% * 22 000€ = 11 000 € par an 11 000€ / 12 = 916€ par mois	Pension invalidité catégorie 2 Convention collective : → 75% * 24 000€ = 18 000€ par an → 18 000€ / 12 = 1 500€ par mois	250 €	250 €	1 166 € 1 166 €

<p style="text-align: center;">Incapacité de travail Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée⁴ Avec une durée d'arrêt de travail de 365 ou 1095 jours</p>				
Indemnités journalières de la Sécurité Sociale (IJSS)	Obligations légales de l'employeur	Obligations Convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur⁵	Indemnité journalière Sécurité Sociale + Complément légal employeur + Indemnité journalière complémentaire assureur
<p>Montant IJSS égal à 50% du salaire journalier de base⁶</p> <p>Salaire pris en compte plafonné à 1,4 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail</p> <p>Versement des IJSS à partir du 4ème jour (délai de carence de 3 jours)¹⁰</p>	<p>Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur¹¹</p> <p>Indemnités versées sous certaines conditions¹²</p> <p>Délai de carence de 7 jours</p> <p>Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant 30 jours, puis 66,66% du salaire pendant 30 jours</p>	<p>Si la convention collective prévoit des mesures plus favorables que les dispositions légales (1er niveau), les dispositions de la convention s'appliquent</p> <p>Exemple de convention collective:</p> <p>Délai de carence de 7 jours (comme l'obligation employeur)</p> <p>90% du salaire pendant 40 jours, puis 66,66% du salaire pendant 40 jours</p> <p>Convention collective plus favorable dans ce cas</p> <p>> 80 jours : 60% du salaire</p>	<p>Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeur</p> <p>Montant pouvant s'exprimer en complément de la Sécurité sociale</p> <p>Bénéficier, le cas échéant, de choisir différentes options au regard de son contrat.</p>	<p>Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail</p> <p>Total par jour d'arrêt de travail</p>
			<p>Franchise au choix de l'employeur</p> <p>Taux de garantie au choix de l'employeur</p>	<p>Total IJ – exemple en € /jour pendant 365 jours</p> <p>Exemple pour une franchise de 30 jours</p> <p>J1 à J3 : 0 € J4 à J7 : 32,87 € J8 à J30 : 32,87 € + 26,30€ J31 à J37 : 32,87 € + 26,30€ + 6,58€ J38 à J67 : 32,87 € + 10,96€ + 20€ J68 à J365 : 32,87 € + 20€</p> <p>Total IJ – exemple en € /jour pendant 1095 jours</p> <p>Exemple pour une franchise de 90 jours</p> <p>J1 à J3 : 0 € J4 à J7 : 32,87 € J8 à J37 : 32,87 € + 26,30€ J38 à J67 : 32,87 € + 10,96€ J68 à J90 : 32,87 € J91 à J1095 : 32,87 € + 20€</p>

Options proposées par l'organisme assureur (facultatif) : Indemnités journalières complémentaires - Indemnités journalières en cas d'hospitalisation

1. Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité Sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple
2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à des conditions
3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garantie (ex: pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur
4. Un accident de travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité Sociale
5. PASS (Plafond Annuel de la Sécurité Sociale) au 01/01/2026: 48 060€
6. CAT 1: invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2: invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque; CAT 3 : invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année)
7. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur: reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité Sociale
8. Les décisions de l'organisme assureur peuvent différer de celles de la Sécurité Sociale
9. Salaire journalier de base: total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple: revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2 000€
10. Il existe des exceptions au délai de carence (ex: arrêt de travail dû à une Affection de Longue Durée)
11. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur
12. Conditions définies dans le Code du travail (ex: ancienneté du salarié)